

L'investissement fixe résidentiel au Japon a régressé de 14,0 p. 100 en 2009, de 8,0 p. 100 en 2008 et de 9,6 p. 100 en 2007.

L'investissement fixe non résidentiel a augmenté de 2,1 p. 100 en 2010, ajoutant 0,3 point de pourcentage à la croissance du PIB réel. En comparaison, il avait reculé de 16,7 p. 100 en 2009 et de 1,4 p. 100 en 2008.

Enfin, la consommation gouvernementale a progressé de 2,3 p. 100 l'an dernier, tandis que l'investissement public a fléchi de 3,2 p. 100. Globalement, la demande publique a ajouté 0,3 point de pourcentage à la croissance du PIB réel en 2010.

Pour l'avenir, beaucoup d'incertitude persiste à l'égard du Japon au lendemain du tremblement de terre de Tohoku. Les estimations officielles des dommages au stock de capital varient entre 3 et 5 p. 100 du PIB, ce qui est environ deux fois plus élevé que lors du tremblement de terre de Kobe en 1995. Cependant, ces chiffres ne tiennent pas compte des effets des pénuries possibles de courant et des risques encore présents à la centrale de production nucléaire de Fukushima Daiichi. En supposant que les pénuries de courant et la crise nucléaire seront résolues dans les mois à venir, le FMI prévoit que la croissance du Japon ralentira à 1,4 p. 100 en 2011 avant de remonter à 2,1 p. 100 en 2012.

La zone euro

En Europe, la reprise procède lentement. Dans l'ensemble, l'activité réelle dans la région demeure en-deçà de son niveau potentiel et le chômage est toujours élevé, avec d'importantes variations entre les économies. Selon le FMI, les craintes suscitées par les pertes du secteur bancaire et la viabilité budgétaire ont creusé des écarts grandissants entre les titres souverains des pays de la zone euro qui, dans certains cas, atteignent de nouveaux sommets depuis le lancement de l'Union économique et monétaire.

Après un recul de 4,1 p. 100 du PIB réel en 2009, la croissance de la production réelle dans la zone a progressé de 1,8 p. 100 l'an dernier. Les gains ont été modestes dans la

plupart des sous-composantes du PIB, à l'exception du commerce, qui montre des taux d'expansion robustes.

Les exportations réelles étaient en hausse de 11,6 p. 100 en 2010, tandis que les importations réelles avançaient de 10,7 p. 100, ce qui s'est traduit par une contribution des exportations nettes de 0,8 point de pourcentage à la croissance globale du PIB.

Le 1,0 p. 100 restant de la croissance provient de la demande intérieure. La consommation privée et la reconstitution des stocks ont fourni l'une et l'autre 0,5 point de pourcentage à la croissance réelle, la consommation augmentant de 0,8 p. 100. La consommation gouvernementale était aussi en hausse, soit de 0,7 p. 100, ce qui a apporté 0,2 point de pourcentage à la croissance; toutefois, une diminution de 0,8 p. 100 de la formation brute de capital fixe au sein de la zone euro (FBCF) a retranché 0,2 point de pourcentage de la croissance. Il s'agit de la troisième année consécutive de baisse de la FBCF.

La zone euro n'est pas exempte de problèmes et les perspectives laissent entrevoir la poursuite d'une expansion graduelle, mais inégale. En 2011, les plus grandes économies de la région (celles de la France, de l'Allemagne et de l'Espagne) mettront en œuvre des mesures visant à réduire leur déficit, tandis que les autres pays qui subissent les pressions du marché (comme la Grèce, l'Irlande et le Portugal) poursuivront un important effort de consolidation axé sur des mesures immédiates. En outre, les systèmes financiers européens demeurent vulnérables et plusieurs problèmes sérieux doivent être réglés. En particulier, les questions entourant la qualité des actifs demeurent pour l'essentiel non résolues, tandis que certaines banques de la zone euro font face à d'importantes pénuries de capital.

Le PIB réel dans la zone euro devrait, selon les projections, croître à un rythme de 1,6 p. 100 en 2011 et de 1,8 p. 100 en 2012. Cependant, les perspectives diffèrent au sein de la région, ce qui traduit pour l'essentiel